

20 mars 2007



L'honorable Josée Verner
Ministre de la Coopération internationale
Agence canadienne de développement international
200, Promenade du Portage
Gatineau, Québec K1A 0G4

Madame la Ministre,

Objet : Démontrer l'engagement du Canada à réaliser d'ici 2010 l'accès universel aux moyens de prévention, de soins et de traitements liés au VIH

En tant qu'organismes de développement international, d'aide humanitaire et de lutte au VIH/sida, syndicats, regroupements confessionnels et de droits humains, réunis sous l'égide du Groupe pour l'accès mondial aux traitements (GAMT), nous souhaitons vous inciter par la présente à continuer de démontrer l'engagement du Canada à la réponse mondiale au VIH/sida, lors de la rencontre des ministres du Développement et de la Coopération du G8, à Berlin, Allemagne, les 27 et 28 mars.

Avant le Congrès international sur le sida de Toronto, l'été dernier, le GAMT a élaboré un Programme d'action en quatre points identifiant des mesures que l'ACDI et d'autres ministères devraient adopter en vue d'une réponse complète à la crise mondiale du VIH/sida. Ces recommandations reflètent la sagesse collective d'organismes qui travaillent à relever les défis interreliés du VIH/sida et de la pauvreté, avec des partenaires sur le terrain en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans la Caraïbe.

Nos recommandations, dans le Programme d'action ci-joint, sont les suivantes :

- Payer notre juste part de la prévention et des traitements dans les pays en développement.
- Investir dans les systèmes publics de santé, dans le monde en développement.
- Annuler les dettes des pays en développement afin de libérer des ressources pour la lutte au sida et à la pauvreté.
- Concrétiser les engagements à rendre les médicaments abordables dans les pays en développement.

Nous aimerions aborder plus en détail certaines recommandations que nous considérons particulièrement pertinentes à la prochaine réunion du G8.

Financer l'engagement à l'accès universel et aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Lors du Sommet du G8 de juillet 2005, les dirigeants des plus riches nations industrialisées, dont le Canada, se sont engagés à développer et à mettre en œuvre une réponse complète au sida, et à réaliser d'ici 2010 l'accès universel aux traitements contre le VIH/sida. À l'occasion de la Réunion de haut niveau de l'ONU sur le VIH/sida, en juin 2006, tous les États membres des Nations Unies ont réitéré cet engagement.

Le Groupe pour l'accès mondial aux traitements (GAMT) est un groupe de travail réunissant des organismes de développement international, de droits humains, d'aide humanitaire, de lutte au VIH/sida ainsi que des syndicats, des regroupements étudiants et des groupes confessionnels, dans le but d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels et à d'autres aspects de la prévention, des soins et traitements pour le VIH et du soutien pour les personnes vivant avec le VIH/sida dans les pays en développement.

Un soutien financier adéquat à l'expansion de la réponse mondiale à l'épidémie est requis, et le Canada devrait faire sa juste part. Nous recommandons au gouvernement canadien de s'engager à verser un financement pluriannuel au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMSTP), selon sa juste part, proportionné aux contributions des autres donateurs et au degré de soutien fourni à d'autres mécanismes de financement multilatéral. Tel qu'indiqué dans le Programme d'action, nous exhortons le Canada à fournir au moins 5 % des ressources nécessaires au FMSTP, chaque année pendant les cinq prochaines années. Le soutien à une réponse complète au VIH/sida ne devrait toutefois pas compromettre d'autres initiatives cruciales comme le renforcement des systèmes de santé dans les pays en développement. Par conséquent, nous exhortons le Canada à s'engager à un échéancier d'augmentation de l'assistance canadienne au développement pour atteindre la cible de 0,7 % du revenu national brut d'ici 2015.

Renforcer les systèmes de santé et réagir à la migration des travailleurs de la santé

L'an dernier, le premier ministre Harper a pris un important engagement de 450 millions \$ sur dix ans pour soutenir le renforcement des systèmes de santé dans les pays en développement. Le point de mire sur ce renforcement et sur de vastes mesures propices au bien-être général des populations est un complément essentiel aux efforts spécifiques à des maladies. L'amélioration de la santé publique dans le monde en développement relève des États, des systèmes de santé et d'infrastructures locales qui soient à tout le moins passables. Nous avons besoin de professionnels de la santé plus nombreux et mieux rémunérés, avec la formation, les outils et les conditions de travail nécessaires à accomplir leurs tâches, de même que d'engagements financiers à long terme permettant une planification adéquate et des soins continus. Une préoccupation particulière est l'exode des travailleurs de la santé du Sud vers le Nord. Certaines provinces canadiennes continuent de recruter des travailleurs de la santé du Sud pour combler leur besoin de ressources humaines. Cela met une pression inutile sur des pays dont les ressources en santé sont limitées, et où la prévalence du VIH est souvent élevée; ce problème devrait être endigué par le Canada et tous les pays du G8.

Mesures de prévention complètes et fondées sur des données

Nous recommandons aux dirigeants du G8 de soutenir et de financer la recherche de meilleurs outils pour la promotion de la santé, la prévention, l'accès au test, le diagnostic et le traitement — notamment, la prophylaxie pré-exposition, les microbicides, les vaccins et médicaments pédiatriques, et les traitements pour les personnes vivant avec une co-infection à VIH et à hépatite C ou à tuberculose multi-résistante. Certes, le récent appui du gouvernement canadien à l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida, au Partenariat international pour des microbicides et à la Global HIV Vaccine Enterprise est important, mais nous vous exhortons à faire en sorte que le communiqué du G8 reconnaisse les lacunes dans le soutien financier pour les nouvelles technologies préventives, et qu'il s'engage à les combler.

Initiative d'allègement de la dette multilatérale

L'Initiative d'allègement de la dette multilatérale amorcée par les dirigeants du G8 lors du Sommet de 2005 n'a annulé jusqu'ici que la moitié des dettes extérieures du tiers des 60 pays les plus durement frappés par le sida, l'endettement et la pauvreté. L'annulation complète de la dette est nécessaire, pour beaucoup plus de pays qui demeurent affligés de taux élevés de VIH et d'un lourd fardeau de la dette — des éléments qui ont de graves conséquences pour les plus démunis. Le G8 doit accepter d'annuler complètement la dette de tous les pays frappés par le sida, la dette et la pauvreté, sans exiger de conditions de politiques. Le G8 devrait collaborer à la vérification des dettes impayées, en se basant sur la co-responsabilité des créanciers dans cette situation. Le communiqué du Sommet doit reconnaître la nécessité d'un mécanisme juste, transparent et complet pour réagir à la crise actuelle de la dette et à de futures crises.

Soutenir les enfants et les familles affectés par le VIH et le sida

Les enfants orphelins ou vulnérables en raison du VIH/sida sont confrontés à d'importantes difficultés psychologiques et matérielles. Contrairement à d'autres causes de décès parental, le sida emporte souvent les deux parents, ce qui accroît la vulnérabilité des enfants survivants en affectant particulièrement leur capacité d'accéder à l'éducation et à des services de santé. En plus de réaliser les engagements pris à l'égard de ces enfants, les dirigeants du G8 peuvent adopter des mesures qui auront un impact marqué. Par exemple, des efforts de coordination et des ressources adéquates augmenteront considérablement les chances de réaliser d'ici 2010 l'accès universel aux services de prévention de la transmission périnatale du VIH pour toutes les femmes qui en ont besoin. Les dirigeants du G8 devraient également s'engager à appuyer l'expansion de la recherche et du développement de formulations pédiatriques de médicaments antirétroviraux, et à développer et financer un plan d'action pour soutenir les besoins de santé, d'éducation et de protection sociale des orphelins et des enfants vulnérables, dans les pays où la prévalence du VIH est élevée.

Les femmes ne peuvent plus attendre

Nous exhortons les dirigeants du G8 à trouver des moyens de vaincre la violence et d'appuyer les droits des femmes et des enfants, notamment par une emphase rehaussée sur la santé maternelle et le renversement des taux de mortalité maternelle en tant qu'indicateurs clés de l'efficacité des systèmes de santé nationaux. L'impact de l'inégalité des sexes et de la violence sur la propagation du VIH ne reçoit pas suffisamment d'attention. Nous recommandons que le communiqué du Sommet du G8 reconnaisse le lien entre le VIH et la violence à l'endroit des femmes et des filles, et qu'il s'engage à combattre ce problème.

Les jeunes et le VIH

Les jeunes de moins de 25 ans sont surreprésentés dans le bilan annuel des nouveaux cas d'infection. La prise en compte de leurs besoins uniques en matière de prévention, de traitement, de soins et de soutien est essentielle à une réponse efficace. Lors du Congrès international sur le sida à Toronto, l'an dernier, de jeunes délégués ont demandé à être impliqués à part entière dans les décisions qui touchent leurs vies et réclamé des services de santé conviviaux. Le communiqué du Sommet du G8 devrait reconnaître les liens entre la marginalisation sociale, politique et économique des jeunes; et établir des mécanismes afin d'assurer leur implication significative dans l'élaboration des programmes et politiques qui touchent leurs vies, et d'accorder la priorité à l'accès à une éducation sexuelle fondée sur des données et à des services de santé adaptés conviviaux.

Assurer l'accès à des médicaments abordables

Le Régime canadien d'accès aux médicaments, visant à rendre des médicaments plus abordables, ne fonctionne pas. Le fait de corriger ses lacunes pourrait contribuer à rehausser significativement l'accès aux traitements contre le VIH/sida et d'autres maladies. Des actions cruciales sont requises de la part du Canada et d'autres dirigeants du G8, afin que ces médicaments se rendent jusqu'aux gens qui en ont besoin. Nous recommandons aux dirigeants du G8 de s'engager à abolir les barrières commerciales qui entravent l'accès aux médicaments, et à fournir une assistance financière, politique et technique aux membres de l'Organisation mondiale du commerce afin qu'ils puissent se prévaloir des éléments de souplesse prévus dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Nous recommandons également que les dirigeants du G8 appuient la mise en commun de brevets de médicaments essentiels pour des problèmes de santé publique comme le VIH/sida. Réalisée dans le cadre d'un engagement à rehausser l'accès à des médicaments abordables dans les pays en développement, et combinée à l'application d'outils de politiques comme les licences obligatoires, la mise en commun de brevets permettrait une gestion collective des droits de propriété intellectuelle et offrirait un moyen de surmonter certains obstacles à la production de médicaments génériques.

Par ces recommandations, nous nous rallions à une coalition plus vaste d'organismes de la société civile des pays du G8. Nous exhortons le Canada à faire preuve de leadership dans les efforts pour endiguer la propagation du VIH, et à réagir à l'impact dévastateur de l'épidémie. Nous espérons avoir l'occasion de discuter de ces recommandations avec vous au cours des prochaines semaines.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués,

Michael O'Connor
Directeur général - Coalition interagence sida et développement (CISD)

Au nom des membres suivants du GAMT :

Action Canada pour la population et le développement
AIDS Committee of London
AIDS Saint John
Alberta Community Council on HIV (ACCH)
Alliance for South Asian AIDS Prevention (ASAAP)
Asian Society for the Intervention of AIDS (ASIA)
Association canadienne de soins palliatifs
CAP AIDS
CARE Canada
Carleton AIDS Awareness Society
Central Alberta AIDS Network Society
Christian Reformed World Relief Committee (CRWRC)
CHF Partners in Rural Development
Conseil canadien pour la coopération internationale
Dignitas International
Fédération canadienne pour la santé sexuelle
Northern AIDS Connection Society (NACS)
OXFAM Canada
Plan Canada
Réseau canadien d'info-traitements sida
Réseau juridique canadien VIH/sida
Résultats Canada
UNICEF Canada
Vision Mondiale Canada
Wood Buffalo HIV & AIDS Society
Youth Challenge International